



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2869  
28 juillet 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Budgets militaires en hausse, bombes à sous-munitions...**

# **Les grandes puissances nous mènent à la guerre mondiale**



Chargement de systèmes anti-aériens à destination de l'Ukraine.

### **Rébellion policière**

**Les cogneurs  
veulent l'impunité**

page 3

### **Électricité**

**Grosse décharge  
sur les prix**

page 4

### **Incendies**

**Canicule et incurie  
des États**

page 7

**Leur société**

- Police : rébellion et outrage 3
- "Ordre républicain", ordre du capital 3
- Cent jours : et combien de mensonges ? 3
- Électricité : une grosse décharge 4
- Santé : un nouveau ministre pour une même politique 4
- Menaces sur les arrêts maladie 4
- Budget : au bonheur des marchands d'armes et des banquiers 5
- Industrie : derrière le camouflage écolo 5
- Écoles : sans classe et sans domicile 5
- Bombes à sous-munitions : une horreur, sans discussion 8
- L'eau : un bien commun pollué par le profit 8
- Un liquide en or 8
- Indopacifique : l'impérialisme français manœuvre 12

**Dans le monde**

- Espagne : Sanchez, faux rempart contre l'extrême droite 6
- Sri Lanka ; les présidents passent, le FMI reste 6
- Algérie : la canicule n'est pas seule en cause 7
- Israël : l'extrême droite produit de l'occupation 7
- Faim dans le monde : condamnation sans appel 7

**Dans les entreprises**

- Région parisienne : transports en commun ou Koh-Lanta 9
- Métro ligne 12 : solidaires face à la répression 9
- Ferries transmanche : fausses promesses, vraies menaces 9
- Moins de chômeurs ? Plus de mensonges ! 9
- Groupe Arc : les patrons font payer leurs choix aux travailleurs 10
- NTN - Europe - Anncy : non au licenciement d'un militant ! 10
- SNCF Île-de-France : plus de voyageurs, moins de personnel 10
- ADPA - Grenoble : l'aide à domicile en danger 11
- DIM - Autun : relocalisation et licenciements 11

**Caravanes**

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

# Le capitalisme conduit à la guerre, il faut le renverser !

Même le plus naïf des travailleurs n'attendait rien du remaniement du gouvernement ni de la prise de parole de Macron, en direct de Nouvelle-Calédonie. Il sait brasser du vent, mais il n'est qu'un pantin au service des plus puissants.

Ces puissants, chefs d'État et chefs militaires des grandes puissances impérialistes, se sont réunis ce mois-ci lors d'un sommet de l'OTAN. Et cela pèsera bien plus sur l'avenir que les vaines gestulations d'un Macron.

En confirmant le réarmement à grande échelle, c'est la généralisation de la guerre qu'ils préparent. C'est un futur de mort et de destructions pour tous les exploités, ce que les hauts gradés appellent « la guerre de haute intensité ».

Et tout près de nous, c'est déjà le quotidien des populations ukrainienne et russe. Au bout de seize mois, au moins 300 000 soldats ukrainiens et russes sont morts. Les images de cette guerre de tranchées rappellent les horreurs de la Première Guerre mondiale. Les armes sont plus sophistiquées et meurtrières, mais il s'agit toujours d'envoyer des soldats mourir pour regagner quelques centaines de mètres de terre calcinée.

Poutine y mène une sale guerre fratricide. Mais le camp impérialiste, qui l'affronte par procuration avec la peau des Ukrainiens, montre qu'il n'est pas en reste.

La dernière décision en date des États-Unis, le pays maître du jeu impérialiste, est une étape de plus dans l'horreur, avec la livraison à l'armée ukrainienne d'armes à sous-munitions. Elles sont particulièrement meurtrières pour les populations civiles, avec des centaines de petites charges qui peuvent exploser avant, pendant ou après l'impact. Biden ose prétendre que cela a été une « *décision très difficile à prendre* ». Ces larmes de crocodile ne peuvent masquer que l'impérialisme américain est un expert en armes de destruction massive contre les populations.

Sans parler des deux bombes atomiques qui tuèrent plus de 150 000 civils japonais en 1945, l'aviation américaine a déversé jusqu'à 260 millions de sous-munitions pendant la guerre du Vietnam, entre 1964 et 1973 ! Le Laos reste à ce jour l'endroit le plus infesté de sous-munitions de la planète, et ce n'est pas faute, pour les Occidentaux ou leurs alliés régionaux, d'en avoir largué ailleurs, de l'Irak à l'Afghanistan en passant par le Liban.

Les protestations de ces grandes nations « démocratiques » contre la « guerre sale » menée par Poutine sont vraiment du cynisme ! Les puissances impérialistes prétendent venir en aide à un petit pays injustement attaqué par le bourreau Poutine. Mais elles ne cherchent qu'à asseoir leur domination et à agrandir leur sphère d'influence, pour mieux servir les intérêts de leurs classes dominantes respectives. Et la crise transformera tôt ou tard la guerre commerciale qu'elles livrent en guerre tout court. Alors, elles s'y préparent, comme le montre l'augmentation des budgets militaires partout dans le monde – 413 milliards d'euros sur sept ans rien qu'en France !

Les travailleurs ont tout intérêt à se préparer eux aussi. Ils ont intérêt à s'armer de la conscience qu'il faut s'opposer à la guerre dans laquelle nos capitalistes voudront nous enrôler. Tout comme la bourgeoisie ne peut obtenir ses profits sans travailleurs à exploiter, elle ne peut faire la guerre sans les convaincre de se laisser transformer en chair à canon.

Pour les travailleurs, la seule certitude est que ceux qui, demain, les enverront « mourir pour la patrie » sont ceux qui aujourd'hui font la guerre à leurs conditions d'existence. Les politiciens au service du grand patronat, qui nous imposent de trimer deux ans de plus en osant prétendre que c'est pour sauver les retraites, expliqueront alors qu'il n'y a pas d'autre choix que la guerre pour sauver nos familles.

Ils prétendront défendre la patrie ? Mais, derrière ce mot, les capitalistes et leurs représentants politiques ne mettent pas la préservation des écoles, des hôpitaux ou de l'usine et du bureau où nous travaillons. Ce sont eux, par leur politique au service du profit, qui les détruisent ! Les mêmes menteurs débiteront les mêmes mensonges sur l'intérêt du pays. Mais ce sera un poison plus violent. Ce sera une question de vie ou de mort.

La guerre qui se prépare ne sera jamais notre guerre, mais celle des capitalistes pour leurs profits. Notre intérêt de travailleurs est de ne pas nous laisser entraîner dans l'union sacrée derrière le grand patronat et ses représentants. Il est d'affirmer, au contraire, que la seule guerre qui vaille, pour nous travailleurs, est celle pour le renversement de nos exploités, à commencer par ceux de notre propre pays.



## Police : rébellion et outrage

La mise en examen de quatre policiers marseillais et l'incarcération de l'un d'eux ont provoqué une rébellion ouverte dans la police. Ils sont accusés d'avoir frappé en réunion Hedi, un jeune passant d'origine maghrébine, jusqu'à le laisser pour mort, pendant la répression des émeutes.

Depuis le 21 juillet, une vague d'arrêts maladie a frappé les commissariats marseillais, qui se mettent les uns après les autres en service minimum. Interdits du droit de grève, ils font la grève du zèle. Le soutien explicite du directeur général de la police, qui a déclaré au journal *Le Parisien* « *Cela m'empêche de dormir, avant un procès, un policier n'a pas sa place en prison* », a encouragé l'extension de cette rébellion à d'autres villes du pays. Elle pourrait se poursuivre jusqu'à la libération du policier cogneur.

Pour venir à bout des émeutes urbaines déclenchées par l'assassinat de Nahel par un policier de Nanterre, le pouvoir a laissé pendant six ou sept nuits les mains libres à ses « cagnes ». Plus de 3 600 personnes ont été placées en garde à vue, dont 1 600 mineurs. Les unités mobilisées, dont le RAID et autres forces antiterroristes, ont utilisé tout leur arsenal, y compris les LBD qui crèvent les yeux et fracassent les crânes. Dans les quartiers concernés, il ne fallait pas croiser la police. À Longwy, un jeune agent de sécurité a été plongé dans le coma par un tir de « bean bag », un sac de billes de plomb, du RAID. À Marseille, outre Hedi gravement blessé à la tête, un homme circulant à scooter est mort d'un arrêt cardiaque après avoir reçu un tir de LBD.

C'est à ce prix que « l'ordre a été rétabli en

seulement quelques jours », comme s'en est vanté Macron à la télévision. Autorisés « à traiter les délinquants sur place », selon les termes d'un flic marseillais, c'est-à-dire à cogner sans retenue, les policiers ne digèrent pas qu'on leur demande aujourd'hui des comptes sur leurs bavures et qu'un juge ait osé placer l'un des leurs en prison.

Cette rébellion, accompagnée d'une sorte d'outrage à magistrat et appuyée par le grand chef de la police, fait bien sûr désordre. Cette exigence d'un régime spécial et cette demande d'être placé au-dessus des lois ont provoqué l'ire des magistrats, même modérés. Elles mettent Macron et ses ministres dans l'embarras, les obligeant à des contorsions verbales pour ne fâcher ni les flics ni les juges.

### “Ordre républicain”, ordre du capital

Les partis de gauche, à l'exception notable du PCF, ont dénoncé le soutien du directeur général de la police nationale et du préfet de Paris, Laurent Nuñez, à la révolte de leurs troupes.

Ils reprochent à Macron et Darmanin de ne pas savoir se faire obéir de leur propre police et de menacer ainsi les « valeurs de la république ».

Ainsi Olivier Faure, secrétaire du PS, a rappelé que l'ancien président Mitterrand avait limogé quelques hauts cadres policiers en 1983 devant « les mêmes menaces de sédition



Intervention policière à Marseille durant les émeutes.

Mais, de Macron à Darmanin, chacun y est allé de sa petite phrase compréhensive pour la police et ses dérapages.

Car, quoi qu'en disent les policiers, la justice n'a pas eu la main légère pour les émeutiers, bien au contraire : il y a eu plus de 260 comparutions immédiates et des années

de prison ferme distribuées. La police et la justice sont deux appareils de répression vitaux pour maintenir un ordre social inégalitaire, pour faire accepter leur sort aux pauvres et réprimer les travailleurs qui refusent de se laisser exploiter sans broncher. Maintenir l'état de droit et l'indépendance de la

justice, deux valeurs supposées de la république française, devient un exercice de plus en plus difficile, dans une période de crise où la politique exigée par la bourgeoisie ne peut qu'entraîner des révoltes et l'intervention de plus en plus violente des forces dites de l'ordre.

Xavier Lachau

Cela lui permet encore de faire oublier que son propre parti, sous la houlette de Bernard Cazeneuve, a fait voter en 2017 la loi élargissant les circonstances de légitime défense pour la police. C'est l'application de cette loi qui conduit des policiers à tirer pour tuer, sans sommation, comme l'a fait l'assassin de Nahel à Nanterre à la fin juin.

À chacun de ses passages au pouvoir, la gauche gouvernementale a eu l'occasion de faire donner la police pour procéder à des expulsions,

traquer des sans-papiers, réprimer des grévistes. Respectueux de l'ordre social, ayant contribué à dégrader les conditions de vie dans les quartiers populaires, les partis de gauche sont condamnés à s'en remettre eux aussi à la police. Et les « valeurs de la république » auxquelles ils réclament qu'elle se conforme sont celles d'une république bourgeoise qui, depuis sa naissance, a réservé ses matraques à ceux qui se rebellent.

X. L.

## Cent jours : et combien de mensonges ?

Lundi 24 juillet, depuis la Nouvelle-Calédonie, Macron a expliqué à la télévision que tout allait bien dans le pays, que la politique de son gouvernement était couronnée de succès et qu'on allait donc continuer avec la même Première ministre, vers d'autres cimes radieuses.

En cent jours, selon le président, le chômage a reculé, les prix ont été contenus, la transition énergétique est désormais entamée, les usines vertes ouvrent à chaque

coin de rue, les services publics fonctionnent de mieux en mieux. Il reste certes quelques difficultés à l'Éducation nationale mais, ajoute Macron, le nouveau ministre va

trionpher de cet « immense chantier » dès la prochaine rentrée scolaire. Personne ne peut croire à ses mensonges, ni lui, ni les journalistes chargés de l'interroger ou de commenter ses propos, ni surtout les travailleurs, qui sont aux premières loges pour constater la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires.

À ce propos, Macron, sans un mot évidemment pour le jeune Nahel de Nanterre ni pour les autres victimes de la police, a promis « l'ordre, l'ordre, l'ordre », à coups de matraque, probablement. Il a accusé une fois de plus les familles populaires de n'avoir pas d'autorité sur leurs enfants et évoqué, à demi-mot, des mesures de rétorsion à leur rencontre.

En résumé, le président a bien agi et tout le mal viendrait de ces mères célibataires qui prennent le premier bus pour aller faire des ménages, au lieu de tenir leurs gosses. La prudence commandait en effet d'aller faire un tel discours à l'autre bout du monde, plutôt que seul au milieu d'une cité, à Nanterre ou ailleurs.

Paul Galois

## Électricité : une grosse décharge

**Le tarif réglementé de l'électricité va augmenter de 10% au 1<sup>er</sup> août, après une hausse de 15% en février. Tout indique que la facture va continuer à s'alourdir pour les classes populaires.**

Le bouclier tarifaire avait été instauré en 2021, avant tout pour permettre aux fournisseurs d'énergie de ne pas perdre leurs clients et de maintenir leurs marchés. Mais, en le supprimant, le gouvernement savait parfaitement qu'il allait faire plonger des millions de ménages et de petits artisans et commerçants dans les difficultés. Avant même de subir la nouvelle hausse, beaucoup reçoivent des rappels de facture, parfois de plusieurs centaines d'euros, pour la hausse de février. En deux ans, ces tarifs ont augmenté de 31%.

Macron l'a reconnu lors de son intervention télévisée : « La hausse de l'été

est importante pour beaucoup de compatriotes dans la difficulté. » Mais les seuls « compatriotes » que sert vraiment le gouvernement sont les capitalistes, ceux qui commercialisent l'électricité sans parfois produire le moindre électron et ceux, parmi les industriels, qui en consomment beaucoup.

Ainsi Macron a-t-il promis de « finaliser la réforme européenne du marché de l'électricité ». Cette réforme, en discussion depuis des mois dans l'UE, vise à revoir le mode de fixation du prix du marché de gros de l'électricité en Europe. Le mode de calcul actuel aligne le prix du marché de l'électricité sur celui du gaz, alors que la majorité du

courant produit en France l'est à partir de centrales nucléaires, amorties depuis longtemps. Les industriels français voudraient pouvoir acheter peu cher de l'électricité nucléaire à EDF, avec des contrats à long terme sécurisés. Les courtiers en électricité, comme Engie, TotalEnergie et leurs concurrents, veulent continuer à en acheter à bas prix, pour la revendre avec profit sur le marché européen. La réforme du marché européen de l'électricité est une foire d'empoigne entre politiciens représentant les intérêts des différents capitalistes du secteur.

Quand Macron affirme que les prix ont massivement augmenté depuis deux ans à cause « des phénomènes géopolitiques et des dérèglements de marché », il cache le fait que tous les



capitalistes de l'énergie ont décidé d'augmenter leurs tarifs pour prélever leur dû sur tous les consommateurs, petits ou gros. Avec la réforme du « mécanisme européen », il se battra pour

préserver leurs intérêts. Si l'on s'en remet à Macron et à ses acolytes de l'UE, les petits consommateurs, dans tous les pays d'Europe, continueront à payer le prix fort.

**Xavier Lachau**

## Santé : nouveau ministre, même politique

**Le remaniement ministériel a amené le changement du ministre en charge de la Santé. François Braun, qui avait été nommé il y a juste un an, a été remplacé par Aurélien Rousseau.**

Cet habitué des allées du pouvoir est entré en politique, au début des années 2000, en commençant par le PCF. Devenu énarque en 2009, il a intégré le Conseil d'État puis les cabinets ministériels, de Valls à Buzyn, passant du PS sous Hollande à Macron. Nommé à la tête de l'agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS) en 2018, il l'a quittée en 2021, avant d'entrer au cabinet d'Élisabeth Borne, devenue Première ministre.

À peine arrivé, Rousseau se voit déjà attaqué car sa femme est directrice déléguée de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et donc théoriquement sous son autorité. Il y aurait donc potentiellement conflit d'intérêt, ce que conteste le ministre qui admet toutefois qu'il devra « se déporter de toute décision concernant la situation personnelle de son épouse au sein de la CNAM ».

Sans surprise, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) vient de valider sa nomination. Le nouveau ministre de la Santé est

présenté comme un homme compétent, notamment du fait de son passage à l'ARS. François Braun, qu'il remplace, était aussi censé l'être, car connaissant les problèmes en tant qu'urgentiste de formation.

En fait, la transparence est totale sur la politique que mènera Rousseau. Quelle que soit sa compétence, elle ne permettra aucune amélioration de la situation dramatique des hôpitaux, encore plus grave cet été, période où plus de lits sont fermés faute de personnel. L'expérience du passage de Rousseau à l'ARS fait dire à Christian Prud'homme, porte-parole

des urgentistes de France : « L'on risque d'avoir une accélération de la politique de destruction de l'hôpital public » car « lors de son passage à l'ARS il a largement favorisé la fermeture de lits, les restructurations et le développement du secteur privé. » Sans que ces dates recourent exactement les années de Rousseau à l'ARS (2018-2021), le nombre de lits disponibles

en Île-de-France est passé, entre 2019 et 2022, de près de 35 000 à 31 000.

Braun ou Rousseau, homme de terrain ou homme du sérail, le profil du ministre ne compte guère. Quel qu'il soit, le système de santé est géré avec comme seul but la rentabilité maximale, quelles qu'en soient les conséquences.

**Cédric Duval**

## Menaces sur les arrêts maladie

**L'Assurance maladie a envoyé à un millier de médecins généralistes un courrier d'avertissement leur enjoignant de prescrire moins d'arrêts.**

Ces médecins sont au-dessus de la moyenne nationale, soupçonnés de signer des arrêts de complaisance, et donc de creuser les déficits.

La période de discussion du budget 2024 approche.

Le gouvernement veut à la fois réduire la dette de l'État et poursuivre ses cadeaux à la bourgeoisie : il s'agit de faire des économies sur le dos de la population. C'est ce que répète Le Maire, le

ministre de l'Économie, et c'est ce que les ministres s'efforcent de réaliser chacun dans leur domaine.

Concernant l'Assurance maladie, cette campagne s'appuie sur l'augmentation des indemnités journalières versées. En 2022, les salariés en arrêt ont perçu 14 milliards d'indemnités. Il y a eu 8,8 millions d'arrêts maladie, 30% de plus qu'il y a dix ans. Il n'en faut pas plus à Le Maire pour parler de dérive inadmissible, d'un absentéisme pour maladie qu'il faudrait combattre.

Les syndicats médicaux protestent contre ces accusations. Ils font valoir qu'il y a aujourd'hui davantage de salariés, et qu'ils sont plus âgés, du fait du recul de l'âge de la retraite. Il est certain qu'on

a plus de chances d'être malade à 62 ans qu'à 25. Jouent aussi l'intensification du travail, les réductions de personnel, le travail précaire. Un médecin évoque les vrais responsables des arrêts maladie : « On va cibler les médecins, mais on pourrait aussi regarder les entreprises où il y a le plus d'arrêts de travail. » En effet, réduire les arrêts de travail devrait commencer par combattre la pénibilité, la précarité, les pressions au travail au niveau des entreprises.

Ce n'est évidemment pas le propos de Le Maire : il veut diminuer les arrêts maladie pour pouvoir subventionner davantage les bourgeois, pas pour les empêcher d'exploiter davantage les salariés.

**Vincent Gelas**



## Budget : au bonheur des marchands d'armes et des banquiers

Le gouvernement prépare les esprits à un budget qui, à l'automne prochain, fera la part belle aux dépenses d'armement, à la finance et aux cadeaux fiscaux au patronat. L'addition sera payée par les classes populaires.

Pour les marchands de canons, les commandes d'État sont planifiées par une loi de programmation militaire qui vient d'être votée par le Parlement. Le budget militaire passera, hors soutien militaire à l'Ukraine, à 43,9 milliards d'euros en 2023 et atteindra 68 milliards en 2030. En tout 413 milliards d'euros seront en sept ans engloutis dans cette course aux armements. Le budget de la Défense passera d'ailleurs devant celui de l'Éducation nationale dès 2027.

Mais ce budget baptisé « d'économie de guerre » sera lui-même dépassé par les intérêts de la dette publique. La rançon annuelle versée aux banques a déjà progressé de 13,1 milliards

en 2023 et va exploser dans les années à venir. Avec 71,2 milliards d'euros, la charge de la dette deviendra en 2027 le premier poste de dépense de l'État selon Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et chargé d'organiser ce transfert des caisses publiques vers les coffres des financiers et des fabricants d'armes.

Cerise sur le gâteau, le budget prévoit de multiples cadeaux et subventions au patronat, comme la baisse de deux milliards des impôts de production et les subventions massives aux industries polluantes, pour les inciter à décarboner sans avoir à piocher dans leurs bénéfices.

Côté recettes, si le détail de la méthode n'est pas

encore finalisé, la victime est déjà désignée : le monde du travail. Les classes populaires payent déjà au prix fort la hausse de TVA consécutive à celle des prix, alors que cet impôt constitue de très loin la première recette de l'État. Le gouvernement veut y ajouter la suppression du taux intermédiaire de TVA à 10 % sur les travaux d'amélioration du logement, hors rénovation énergétique.

Et, globalement, tous les ministères ont pour mission de proposer des pistes d'économies sur les services utiles à la population. Ainsi, le gouvernement prévoit de faire des économies sur le nombre ou la durée des arrêts de travail en fliquant médecins et salariés. Alors que le nombre de logements sociaux est dérisoire face aux besoins, la proposition de loi déposée par deux députés proches du pouvoir n'est pas d'en imposer

Hôpitaux, écoles, transports ? C'est de bombes dont nous avons besoin!



la construction. Ils préconisent d'abaisser de 20 % le seuil de revenus justifiant le paiement d'un surloyer, voire même d'obliger les locataires gagnant plus que le plafond de ressources, soit

2 370 euros par mois en province pour une personne seule, à quitter leur HLM.

Il s'agit bien de préparer un budget de guerre... avant tout contre les travailleurs.

Christian Bernac

## « Industrie verte » : camouflage écolo

L'Assemblée vient d'adopter une loi relative à « l'industrie verte » visant à accélérer la réindustrialisation et à « faire de la France le leader de l'industrie verte en Europe », selon les mots du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire.

En réalité le vert n'est qu'une mince couche de peinture destinée à dissimuler l'aide aux capitalistes.

Les députés de droite et d'extrême droite ne s'y sont pas trompés en votant pour ce texte aux côtés des macronistes. Ils approuvent une simplification des procédures pour les industriels, qui devrait diviser par deux les délais pour ouvrir ou agrandir une usine. Les projets qui seront qualifiés par le gouvernement « d'intérêt national majeur » bénéficieront de dérogations au code de l'environnement. C'est cela l'industrie verte ! La création d'un produit financier baptisé « plan d'épargne avenir climat » couronne le tout, mettant à disposition des industriels les économies des braves gens préoccupés d'environnement.

Le gouvernement n'a pas attendu le vote de cette loi pour faire des cadeaux aux grandes entreprises sous couvert de préserver la planète. Il vient d'avoir le feu vert de l'Union européenne

pour donner 850 millions d'euros à ArcelorMittal, qui a fait 9,3 milliards de profits en 2022, pour décarboner sa production d'acier. En parallèle, le trust ThyssenKrupp bénéficiera de 2 milliards des autorités allemandes sous le même prétexte. Autant d'argent public qui manquera aux services utiles à la population.

En revanche, la peinture verte de la convention citoyenne sur le climat est déjà largement écaillée. Elle avait rendu ses conclusions en 2020 et Macron avait promis de les faire passer dans la loi sans filtre. L'article 7 de la loi Climat et résilience, qui interdit la publicité pour les énergies fossiles, a donc été voté en août 2021, mais n'est pas appliqué. Le lobbying des grandes surfaces, attirant les clients dans leurs magasins en vantant l'essence moins chère dans leurs stations, a payé : au bout de deux ans, le décret d'application de cet article n'est pas encore paru...

Lucien Déroit

## Écoles : sans classe et sans domicile

« Tous les élèves auront des solutions de scolarisation à la rentrée », a promis Gabriel Attal, fraîchement nommé ministre de l'Éducation nationale. Encore faudrait-il que tous les élèves aient un toit au-dessus de la tête.

En août 2022, un rapport de l'Unicef estimait que plus de 42 000 enfants vivaient dans des hébergements d'urgence, des abris de fortune ou dans la rue. Depuis, la situation n'a cessé de s'aggraver. Près de 2 000 enfants dorment dans la rue chaque nuit et des dizaines de milliers d'autres vivent dans des conditions précaires. Lorsqu'ils sont sans domicile, les enfants ne sont en général pas scolarisés car, faute d'adresse, des mairies n'acceptent pas de les inscrire à l'école. Ceux qui déménagent d'un hébergement d'urgence à un autre ne peuvent absolument pas suivre une scolarité normale.

L'État, qui supprime cette année 14 000 places d'hébergement d'urgence, est responsable de cette situation. Obtenir un

hébergement relève du parcours du combattant pour les familles. Lorsqu'elles obtiennent gain de cause au tribunal administratif, il est fréquent que les autorités, comme la préfecture d'Île-de-France, fassent appel devant le Conseil d'État, qui accepte alors que des enfants et leurs familles restent à la rue.

Face à cette situation, des

collectifs de parents et d'enseignants se sont créés ou étoffés dans une quinzaine de villes cette année. Ils ont organisé des goûters solidaires, lancé des cagnottes en ligne pour payer des nuits d'hôtel aux familles concernées. Ils ont occupé leurs établissements scolaires afin d'y héberger parents et enfants le soir. Cette lutte ne s'arrête pas avec les congés estivaux, car de nombreuses familles restent sans solution ou sont contraintes de quitter leur hébergement d'urgence.

Gaël Colin



À Villeurbanne.

# Espagne : Sanchez, faux rempart contre l'extrême droite

En Espagne, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez avait convoqué des législatives anticipées juste après la débâcle de son parti aux élections locales, fin mai, pour freiner la « remontada » de la droite.

Avec plus de 8 millions de voix et 136 députés (47 de plus qu'aux dernières élections législatives), le Parti populaire (PP), de droite, est sorti vainqueur des urnes le 23 juillet. En face, le Parti socialiste (PSOE), actuellement au gouvernement, obtient 7,8 millions de voix et 122 députés (+2). La droite reprend ainsi une bonne partie du terrain perdu en 2019, lorsqu'une motion de censure, en plein scandale de corruption, l'avait éjectée du pouvoir. Le PP reste cependant loin de la majorité nécessaire pour gouverner, même en y ajoutant les 33 sièges du parti d'extrême droite Vox, son allié.

Vox, parti nostalgique du franquisme, issu d'une scission du PP, reste troisième mais perd 19 députés, tandis

que le regroupement Sumar, qui intègre Podemos, le PC et quelques autres partis de la « gauche de la gauche », perd 700 000 voix. Dans cette situation, sans majorité claire, la coalition actuelle autour du PSOE et de Sumar tente de se maintenir au pouvoir.

Le principal atout de Sanchez est sa capacité à obtenir pour l'investiture le soutien des partis nationalistes basques et catalans. Bien qu'ils ne se situent pas tous à gauche, les régionalistes, comme le Parti nationaliste basque ou Junts en Catalogne, sont en conflit avec le PP sur leurs prérogatives locales. Le découpage électoral donne un bonus à ces partis locaux qui peuvent, avec trois ou quatre cent mille voix, faire et défaire des majorités appuyées sur plusieurs millions

d'électeurs, en imposant leurs conditions politiques. La droite ne se prive d'ailleurs pas, depuis quatre ans, d'accuser Sanchez d'être l'otage d'indépendantistes voulant détruire l'unité de l'Espagne. Il est également possible que les négociations avortent et qu'un blocage prolongé aboutisse à de nouvelles élections, comme en 2015 et en 2019.

Bien des travailleurs ont sans doute poussé un soupir de soulagement à l'annonce des résultats, en voyant qu'ils échappaient à une majorité absolue de la droite et de l'extrême droite. La forte mobilisation électorale, avec une participation en hausse, à plus de 70 % même en période de vacances, traduit cette inquiétude d'électeurs de gauche déçus, qui s'étaient abstenus aux élections précédentes, et qui ont craint de voir Abascal, le leader de Vox, devenir vice-président du gouvernement. Ce sentiment est d'autant plus compréhensible que, dans les villes et les régions où Vox est arrivé aux responsabilités aux côtés du PP, leurs élus ont multiplié les déclarations réactionnaires et les mesures symboliques sexistes et homophobes.

Penser que les électeurs auraient ainsi « arrêté le fascisme » ou freiné l'extrême droite est cependant une



En avril, à Rome, Pedro Sanchez est allé donner du « chère Giorgia » à Meloni.

illusion dangereuse, entretenue par Sanchez et ses alliés de gauche. Ils ont instrumentalisé le danger pour mobiliser leurs électeurs et ont aujourd'hui l'indécence de crier victoire. En effet toute leur politique au service des classes possédantes ne peut qu'entraîner l'écœurement des classes populaires et contribuer à faire monter l'extrême droite. Cette coalition de gauche n'a pas hésité non plus à flatter les préjugés réactionnaires. Sanchez a assumé – et ses alliés de Podemos et du PC avec lui, qui gesticulent mais sont restés au gouvernement – le massacre de dizaines de migrants à Melilla en juin 2022. Il est ensuite allé afficher son accord avec Meloni, la Première ministre italienne d'extrême droite sur la question de

l'immigration.

Loin de protéger les classes populaires de l'extrême droite, la gauche de gouvernement aggrave le danger en démobilisant les travailleurs. Le programme du prochain gouvernement, quelle que soit sa couleur, est déjà clair : il présentera aux classes populaires la facture de l'augmentation du budget militaire et du « quoi qu'il en coûte » à l'espagnole, qui a, comme ailleurs, surtout profité aux grandes entreprises, tout en différant ses conséquences sociales. Il continuera et aggravera la chasse aux migrants. Il maintiendra une politique étrangère atlantiste et impérialiste, soutenant la guerre de l'OTAN en Ukraine et participant au réarmement général.

Laura Samos

## Sri Lanka : les présidents passent, le FMI reste

Il y a un an, la population sri lankaise contraignait par ses manifestations le président Gotabaya Rajapaksa à quitter le pouvoir. Ranil Wickremesinghe, adoubé par l'armée, lui succédait. Mais si les têtes ont changé à la présidence, les créanciers du Fonds monétaire international (FMI) continuent à étrangler la population, avec l'accord des nouveaux maîtres.

En mars dernier, le Sri Lanka signait avec le FMI un accord pour un prêt de 2,9 milliards de dollars. Sous le précédent régime, l'État s'était déclaré dans l'incapacité de rembourser ce qu'il devait aux créanciers internationaux, soit 4 milliards de dollars en 2022, pour une dette totale de 46 milliards de dollars. Mais le FMI n'a accordé ce nouveau prêt qu'à des conditions draconiennes. Il veut être certain que le président soit cette fois capable de faire payer la population, ce que les banquiers internationaux appellent « stabiliser

les dépenses publiques ». Ils exigent la suppression des subventions sur l'eau, l'électricité, le fioul, ainsi que la hausse de la TVA et des impôts sur le revenu. Il faudrait aussi privatiser certaines entreprises publiques. Pour s'assurer que ces mesures seront bien mises en œuvre, le FMI déboursa son prêt en neuf tranches sur quatre ans, avec une clause de revoyure tous les six mois. C'est ainsi qu'un voyou tient le couteau sous la gorge de sa victime.

La situation est encore pire que l'an dernier. 450 000 foyers ont vu leur électricité

coupée faute de pouvoir payer. De plus en plus d'enfants ont abandonné l'école, obligés de travailler pour nourrir leur famille. Les hôpitaux renvoient leurs patients, faute de pouvoir leur administrer les traitements dont ils auraient besoin. Les prix ont augmenté de 70 % en 2022.

Comme des vampires, les banquiers sucent le sang des populations de pays pauvres comme le Sri Lanka. Leurs exigences ont bien souvent suscité des révoltes aux quatre coins du monde. Il ne faut pas qu'elles se limitent à changer les locataires du palais présidentiel, comme cela a été le cas au Sri Lanka. Il faut qu'elles débouchent sur le renversement du système d'exploitation qui sévit à l'échelle internationale.

Daniel Mescla



À Séville, en juin, les « quartiers en colère contre la rapacité capitaliste » des fournisseurs d'électricité.



**Lisez**  
**Lutte de classe,**  
revue de l'Union  
communiste  
internationaliste

Au sommaire du numéro 233 (juillet-août 2023)

- Après six mois de mobilisation contre la réforme des retraites
- L'UE fragilisée par la guerre en Ukraine
- Allemagne : les effets de la guerre en Ukraine
- Les grèves en Grande-Bretagne
- Le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe
- Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,16 euro.

## Algérie : la canicule n'est pas seule en cause

En Algérie, après trois semaines d'une canicule sans précédent, le nord du pays est en proie à des incendies ravageurs. Près d'une centaine de feux de forêt se sont déclarés dans seize wilayas, à Boumerdès, Bouira, Tizi Ouzou, Médéa... Mais c'est à l'est du pays, à Béjaïa, qu'ils ont été les plus meurtriers.

Lundi 24 juillet, un bilan provisoire dénombrait des centaines de blessés et 34 morts, dont une dizaine de militaires qui tentaient de secourir des habitants. Ces incendies ont affecté des zones densément peuplées, des villages et des habitations ont été détruits, des agriculteurs ont vu leur élevage carbonisé, leurs vergers, leur champs de vignes et d'oliviers partir en fumée.

Ces incendies, attisés par des vents très forts, surviennent dans un contexte de canicule extrême qui frappe le Maghreb, particulièrement la Tunisie et l'Algérie, mais aussi la Grèce et d'autres pays méditerranéens. Des températures anormales, de 48 degrés, ont été enregistrées à Alger.

Si le réchauffement climatique est une réalité dévastatrice, il n'est pas seul

en cause. Deux ans après les incendies de l'été 2021, qui avaient ravagé la Kabylie, détruisant des millions d'hectares et causant des centaines de morts, beaucoup ont le sentiment que peu de choses ont été faites par le pouvoir. Certes, contrairement à l'été 2021, la protection civile dispose d'un bombardier d'eau et de six autres loués en Amérique du Sud, mais c'est loin d'être suffisant.

Depuis des décennies, l'État s'est désengagé de la gestion des forêts, les agents forestiers ne sont plus que 3 300 à gérer 414 postes de vigilance. 1 220 agents partis



Après un incendie à Béjaïa, en Algérie, mardi 25 juillet.

à la retraite n'ont jamais été remplacés. Les pompiers de la Protection civile sont victimes de coupes budgétaires drastiques.

Résultat, le vaste et dense massif forestier au relief accidenté est moins entretenu, moins débroussaillé et moins surveillé. Sans compter qu'en 2007 un décret permettait la privatisation de la forêt, la livrant à la rapacité des promoteurs immobiliers et à des intérêts privés, peu soucieux de son entretien.

Outre les incendies, la canicule a rendu la situation invivable pour tous ceux qui continuent à travailler dans les usines et les chantiers. Dans cette fournaise, se déplacer, aller faire ses courses est un calvaire. La

santé des plus fragiles est menacée.

En Algérie comme en Grèce, en Italie et dans tout le bassin méditerranéen, les températures extrêmes se répètent et semblent devenir la norme. Des solutions et des moyens techniques existent pour s'en protéger, pour préserver les ressources en eau, pour surveiller et protéger les forêts, pour limiter le travail dans des conditions dangereuses et protéger les vies. Les travailleurs et les classes populaires, qui en sont les premières victimes, ne peuvent compter pour cela sur aucun des gouvernements concernés, tous dévoués aux intérêts des plus riches.

Leïla Wahda

## Israël : l'extrême droite, produit de l'occupation

Lundi 24 juillet, à l'annonce de l'adoption par la Knesset, le Parlement israélien, d'un volet essentiel de la loi sur la réforme judiciaire, des milliers de manifestants ont laissé exploser leur colère à Tel-Aviv et à Jérusalem. Le samedi précédent, ils avaient encore été des dizaines de milliers de manifestants à se rassembler dans les grandes villes du pays.

La contestation de cette loi, qui veut permettre à l'exécutif de nommer les juges à la Cour suprême et limiter la possibilité pour cette Cour d'invalider une décision du gouvernement, dure depuis plus de huit mois. Malgré cela, le Premier ministre Netanyahu est décidé à faire passer coûte que coûte sa réforme. Le gouvernement, soutenu par l'extrême droite religieuse, veut tout à la fois se protéger des procès pour corruption qui le menacent et avoir les mains libres pour mener sa politique réactionnaire. Pour de nombreux manifestants, ce sont les droits des femmes, notamment le droit à l'avortement, le droit des LGBT, les droits d'expression démocratiques qui sont menacés.

La contestation traverse toute la société israélienne et se fait sentir jusque dans l'armée. L'opposition politique à Netanyahu qui se place à sa tête veut la maintenir sur le seul terrain du refus de la réforme. Il n'est pas question pour elle de contester la politique répressive dirigée contre le peuple palestinien. Le syndicat Histadrout, qui menace d'appeler à la grève générale, tout comme certains secteurs du patronat, celui de la high-tech en

particulier, font de même.

C'est même pour affirmer que l'opposition à Netanyahu se place dans la continuité de la politique sioniste que des drapeaux israéliens sont distribués lors de chaque manifestation.

La seule voix discordante vient de ce que l'on appelle le Bloc contre l'occupation dont les banderoles proclament : « Pas de démocratie sous occupation » ou encore « Occupation ou démocratie, il va falloir choisir ».

Cette voix, très faible, exprime les causes profondes de la croissance de l'extrême droite raciste et fascisante en Israël. En chassant de ses terres la population palestinienne, en lui déniait presque tous ses droits, en favorisant la colonisation des territoires, les dirigeants israéliens ont transformé leur pays en caserne toujours sur le pied de guerre et ont pavé la voie aux partis religieux et à l'extrême droite.

Il ne peut exister de « démocratie coloniale ». Le sort des travailleurs israéliens est lié à celui des opprimés de Palestine et ils n'auront ni liberté ni démocratie sans rompre avec la politique nationaliste du sionisme.

Christian Chavaux



Cortège du bloc contre l'occupation, Tel-Aviv samedi 22 juillet. Banderolles contre l'occupation et la colonisation.

## Faim dans le monde : condamnation sans appel

Le dernier rapport de l'ONU sur « l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 » égrène des chiffres qui donnent la mesure de la gravité de la situation.

L'an dernier, 2,4 milliards d'êtres humains ont souffert d'insécurité alimentaire, dont 900 millions de manière grave. C'est 122 millions de personnes supplémentaires par rapport à 2019. En 2021, 3,1 milliards de personnes n'avaient pas de quoi s'alimenter de manière correcte. La malnutrition, les retards de croissance ou le surpoids touchent plus de 20 % des enfants de moins de cinq ans.

Les institutions internationales présentent la relative stagnation des chiffres depuis 2021 comme un signe positif. Pourtant, tous les objectifs de réduction

de la faim dans le monde, répétés depuis des années à chaque congrès international, se sont révélés inatteignables.

L'ONU accuse la pandémie de Covid 19 ou encore la guerre en Ukraine. Si ces événements ont contribué à aggraver la situation, ils n'expliquent pas la tendance de fond : la faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire restent des fléaux qui frappent encore au 21ème siècle une grande partie de la population mondiale. En excluant du marché des milliards de pauvres, ce système économique est directement responsable de cette situation. Elle est d'autant plus scandaleuse que l'humanité disposerait des moyens nécessaires pour satisfaire les besoins de tous.

Camille Paglieri

## Bombes à sous-munitions : **une horreur, sans discussion**

**À peine deux semaines après l'annonce faite par la Maison-Blanche que des armes à sous-munitions seraient livrées à l'Ukraine, elles ont déjà été utilisées.**

Composées de dizaines, voire de centaines de charges explosives, les bombes à sous-munitions les libèrent avant de toucher le sol, répandant ainsi un tapis de bombes sur une zone entière. Si ces mini-bombes sont censées exploser à l'impact, environ un tiers d'entre elles ne le font pas et restent au sol, menaçant d'exploser à tout moment sous les pas d'un soldat, d'un agriculteur ou d'un enfant.

Au Laos, que les États-Unis ont arrosé de ces munitions pendant la guerre du Vietnam, elles ont fait 25 000 victimes depuis la fin du conflit en 1973. Elles ont été utilisées plus récemment en Syrie et en Ukraine par les troupes russes, mais aussi au Yémen par l'Arabie saoudite.

Selon Handicap International, 97 % des victimes de ces armes sont des civils, dont deux tiers d'enfants. L'un des objectifs explicites de ces armes est précisément de semer la terreur dans la population.

Ce ne sont bien sûr pas les seules armes à tuer des civils – les « frappes chirurgicales » ne sont que de la propagande – mais elles transforment pour des décennies des régions entières en champs de mines.

En 2008, de nombreux États ont signé la convention d'Oslo, renonçant officiellement à l'utilisation, la production ou la vente de telles armes, mais pas les principaux producteurs que sont la Russie, la Chine et les États-Unis. Même si ces derniers



Au Yémen, restes explosifs de guerre rassemblés dans un jardin par une ONG.

n'en produisent plus, ils ont conservé un stock évalué à trois millions de bombes.

De mois en mois, avec

l'étalage des différents types d'armes livrés à l'Ukraine, on mesure toute l'expertise et tout le raffinement dont

sont capables les grandes puissances pour défendre leur domination !

**David Rey**

## L'eau : un bien commun pollué par le profit

**Partout dans le monde, les pénuries d'eau, les rivières à sec, les nappes phréatiques vidées, les plaintes des agriculteurs et les déclarations lénifiantes des gouvernements mettent à la une le problème de l'approvisionnement en eau.**

En France, l'utilisation de l'eau se répartit ainsi : 57 % pour l'agriculture, 26 % pour l'eau potable, 12 % pour le refroidissement des centrales électriques et 5 % pour les industriels. Mais derrière ces chiffres se cachent d'autres réalités. Si nourrir la population est évidemment une priorité, près de la moitié de l'eau utilisée pour l'irrigation est destinée aux champs de maïs, un maïs dont les trusts agroalimentaires de France et d'Europe ont besoin dans le cadre de leur compétition mondiale.

Au pompage des nappes phréatiques qu'opère ainsi l'agriculture capitaliste s'ajoute le rejet anarchique de toute une partie des déchets animaliers, chimiques et autres, qui aboutit à la pollution dramatique des eaux. On le voit en Bretagne avec la pollution de l'eau par les nitrates et en conséquence la prolifération des algues vertes.

Le prix de l'eau n'est

pas le même pour les agriculteurs et les industriels, d'un côté, et les particuliers de l'autre. L'eau d'irrigation, celle-là même qui assèche rivières et nappes

phréatiques, revient entre 0,18 centimes et au maximum 2,13 centimes le mètre cube, suivant les moyens de captage utilisés. Le particulier, en revanche, paie un prix moyen qui varie entre 3,70 et 4,30 euros le mètre cube, auquel s'ajoutent de multiples taxes qui peuvent faire doubler le prix final. L'eau à usage domestique

revient donc 500 à 800 fois plus cher que celle dirigée vers l'irrigation ou des utilisations industrielles. Ainsi la dépollution des eaux contaminées par l'agriculture, mais aussi par les industriels, est en grande partie assurée par les compagnies privées délégataires de la fourniture d'eau potable. Elle est presque

quasi exclusivement payée par les usagers individuels.

Tout cela est à l'image d'une société pourrie par la recherche du profit à tout prix, l'irresponsabilité et l'incurie généralisées. Le bien public dont les uns et les autres osent se prévaloir est une offense à la simple vérité.

**Paul Sorel**

### Un liquide en or

**Par souci d'économies, l'État ou les sociétés exploitantes ont depuis longtemps négligé l'entretien du réseau d'acheminement d'eau potable.**

Résultat : on estime que plus de 25 % de l'eau qui transite dans les canalisations, souvent vieilles de plusieurs dizaines d'années, se perd en route à cause de ce manque d'entretien.

Cette incurie a pris sa forme la plus dramatique en Guadeloupe, où des coupures d'eau quotidiennes de plusieurs heures sont imposées depuis longtemps à la population.

Cela n'empêche pas les grands groupes de faire leur profit sur le précieux liquide, en faisant

payer la quasi-totalité de la facture d'utilisation et d'assainissement de l'eau aux seuls particuliers consommateurs.

Les délégations de service public ont été instituées par l'État pour donner la gestion de l'eau à des compagnies privées. Les trois trusts de l'eau français, la Compagnie générale des eaux, aujourd'hui Veolia, la Lyonnaise des eaux, devenue Suez, et la Saur, se sont fait connaître par divers scandales de corruption. En 1995, le procès pour corruption du

maire de Grenoble, accusé d'avoir financé sa campagne électorale grâce aux largesses de la Lyonnaise des eaux, l'avait conduit en prison. Mais les dirigeants de cette compagnie, qui avaient ainsi obtenu le marché de l'eau de la ville, en étaient sortis blancs comme neige. À l'étranger, la Lyonnaise n'a pas hésité à employer des méthodes autrement plus brutales pour s'imposer, menant par exemple une véritable guerre contre la population, avec l'aide de la police et de l'armée, pour tenter d'imposer son racket sur l'eau à La Paz, en Bolivie.

Après le rachat de l'activité Environnement

et eaux de Suez en 2021, Veolia est devenu le géant mondial de l'eau, avec un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards d'euros. L'entreprise fait payer le prix fort aux collectivités pour le moindre travail d'entretien et elle fixe son prix de l'eau en fonction du rapport de force qu'elle impose.

Exproprier ces grands groupes, utiliser leurs profits gigantesques pour entretenir et réparer les réseaux défaillants, sous le contrôle direct de la population, serait un premier pas pour la sauvegarde d'une ressource indispensable à l'humanité.

**P. S.**



## Région parisienne : transports en commun ou Koh-Lanta ?

Prendre le métro ou le RER en région parisienne devient un véritable parcours du combattant, tant les travaux se multiplient sur le réseau.

Ce sont des lignes fermées totalement, comme la 14 pendant treize jours, ou partiellement, comme les lignes 5, 6, 12, 13. Dans le RER, comme chaque été, les travaux sont nombreux sur tout le réseau, et le Transilien est aussi en rénovation. Ainsi les habitants de Creil travaillant à Paris, usagers du RER D, vont devoir changer plusieurs fois de ligne, la 12 puis la 13, pour prendre une navette bondée à Saint-Denis-Université pour rentrer chez eux le soir.

Pour ce qui est des bus, 20 % du trafic n'est pas assuré, du fait des nombreux

travaux sur les voiries des communes. À cela s'ajoutent les tableaux d'été des métros, qui prévoient moins de trains, alors qu'en temps ordinaire les rames sont déjà bondées. Résultat : pour prendre un métro, il faut s'armer de patience ou se tasser dans une atmosphère surchauffée. Comme les rames sont surchargées, les temps d'attente sur les quais s'allongent, les retards aussi et le climat devient explosif. De nombreux voyageurs, exaspérés, ont le sentiment d'être traités plus mal que du bétail, de façon dangereuse pour les

usagers comme pour les conducteurs.

Les travaux de maintenance sont bien sûr nécessaires et ils se font logiquement en été, mais ils se concentrent cette année pour une seule raison : l'approche des Jeux olympiques, pourtant prévus depuis sept ans, oblige IDFM, la RATP et la SNCF à accélérer des travaux reportés jusque-là faute de budget ou d'anticipation.

Pour enfoncer le clou, la région Île-de-France vient de prévoir une nouvelle hausse du passe Navigo pour janvier 2024, sans même en chiffrer le montant. À quand des transports enfin décents et gratuits ?

**Aline Urbain**

## Métro ligne 12 : solidaires face à la répression



Le rassemblement du 25 juillet.

Le 14 avril dernier, en plein mouvement contre la réforme des retraites, deux travailleurs de la ligne 12 du métro parisien, un conducteur et un agent de station, ont été arrêtés durant une manifestation et mis en garde à vue.

Pendant plusieurs mois, le mouvement a été rythmé par ces arrestations arbitraires, au gré des manifestations déclarées ou non. Les images des « violences », toujours celles des manifestants et jamais celle de la police bien sûr, tournaient en boucle à la télévision. Il s'agissait de décourager les manifestants, et aussi de faire peur à ceux qui auraient pu rejoindre le mouvement.

En avril, les gardes à vue de ces deux travailleurs du métro avaient donné lieu

à des rassemblements dynamiques devant les commissariats, surtout celui où l'un d'eux avait été retenu 40 heures avec une quinzaine d'autres manifestants. À ce moment-là, la police n'avait rien trouvé pour justifier les arrestations, mais les interpellés ont tout de même été poursuivis en justice, par exemple pour avoir refusé de donner le code de leur téléphone.

Lors de la première convocation le 21 juillet, une dizaine de soutiens de la ligne 12 et d'autres lignes

se sont retrouvés pour accompagner leur camarade au tribunal, et une soixantaine étaient là pour la seconde convocation, le 25. Comme l'a dit l'un d'eux : « Ils ont essayé de nous faire peur, mais ils ont bien plus créé du lien et nous ont motivés à continuer. »

**Correspondant LO**

## Moins de chômeurs ? Plus de mensonges !

Le gouvernement prétend avoir fait baisser le chômage, qui ne concernerait « que » 7,1 % des travailleurs. En réalité, ce serait plus de 12 %, si on tient compte de tous ceux qui n'ont pas pu effectuer



ERIC HOURI ARCHIVES

## Ferries transmanche : fausses promesses, vraies menaces

Les ministres de la Mer français et britannique ont signé le 24 juillet un accord avec les représentants de quatre compagnies de ferries de la Manche. Le texte stipule que les armateurs doivent proposer des « emplois durables et de bonne qualité ».

Les signataires, armateurs et ministres, prétendent répondre ainsi aux craintes des marins et du personnel des ferries, après les 800 licenciements de la compagnie P & O. En mars 2022, cet armateur avait jeté dehors le personnel embauché aux conditions britanniques, pour le remplacer immédiatement par des travailleurs payés aux conditions internationales, généralement pratiquées dans la marine marchande sous pavillon de complaisance. Le salaire minimum était ainsi divisé par trois, le temps de travail quotidien et la durée d'embarquement prolongés, les repos à terre n'étaient plus payés.

Sous couvert de défendre les conditions de vie des marins et la sécurité des passagers, les autres armateurs et les autorités politiques tant britanniques que françaises élevèrent alors de solennelles protestations. Contre ce dumping social, les députés britanniques ont ainsi voté en mars l'obligation du salaire minimum de leur pays sur les ferries qui le desservent. Les députés et sénateurs français ont fait de même, à l'unanimité qui plus est, en juillet. L'accord du 24 juillet serait

donc venu couronner ce monument de politique sociale et de défense des équipages.

En fait, la loi votée à Londres n'est toujours pas en vigueur et nul ne sait si elle le sera un jour. La loi votée à Paris ne contient que des promesses de discussions et aucun engagement contraignant, de même bien entendu que l'accord avec les armateurs. Les deux compagnies, dont P & O, qui emploient des marins travaillant à la tâche, sans garantie et sans limite, ne sont pas signataires, ce qui n'empêche pas leurs navires d'aborder plusieurs fois par jour en France comme en Grande-Bretagne et en Irlande.

Les armateurs, les États et les Parlements ont, en quelques dizaines d'années, transformé la quasi-totalité des marins du commerce en travailleurs ubérisés avant la lettre. Il restait l'exception notable des marins des ferries transmanche et, plus généralement, des lignes intérieures de chaque pays européen. P & O s'est chargé l'an passé de battre cela en brèche, les autres armateurs vont poursuivre. Croire à leurs promesses, c'est écouter le chant des sirènes.

**Paul Galois**

leur recherche d'emploi dans les temps et qui sont rayés de Pôle emploi, ou de ceux qui n'ont travaillé que quelques heures. Et il faudrait encore ajouter tous ceux qui ont abandonné toute recherche,

faute d'emploi disponible.

Mais ce qui compte pour le gouvernement, c'est que les chiffres du chômage baissent, pas que les chômeurs aient un emploi.

**E.G.**

## Groupe Arc: les patrons imposent leurs choix

Le groupe Arc, dont la principale usine est implantée dans le Pas-de-Calais, produit essentiellement de la vaisselle. Mais, pour ses actionnaires, ce qui compte ce sont les profits que cette activité génère.

L'année a été marquée par une explosion des coûts de l'énergie. Face à cela, la direction de l'usine a décidé de fermer la moitié de ses fours pendant l'hiver, dont un définitivement. Deux fours sont de nouveau à l'arrêt depuis avril. Elle a pris ce prétexte pour accentuer

la production à flux tendu et limiter au maximum les stocks, faisant le choix d'abandonner certaines productions et d'en envoyer d'autres dans ses différentes usines à travers le monde, aux États-Unis, aux Émirats arabes unis ou en Chine.

Pour les patrons, cette crise de l'énergie a aussi été l'occasion de recevoir de généreuses aides de la part de l'État: 128,5 millions d'euros en août 2022 et 10 millions en avril 2023. Ces aides dites exceptionnelles viennent s'ajouter à toutes celles dont ce grand groupe bénéficie déjà tout au long de l'année.

Pour les travailleurs, les choix des patrons ont conduit à une aggravation des conditions de travail.



Avec la fermeture des fours, les travailleurs de secteurs entiers ont été envoyés ailleurs dans l'usine, en étant prévenus au dernier moment et sans que rien n'ait été prévu pour les accueillir dans leur nouveau secteur.

Les patrons d'Arc ont également pu bénéficier de la prolongation du chômage partiel, en place depuis 2020. Cela s'ajoute à des salaires rognés, alors qu'ils sont déjà très bas, beaucoup d'ouvriers finissant leur carrière avec à peine plus que le smic. Et, depuis un an, 300 postes de CDI ont été supprimés, faisant

passer l'effectif de l'usine à 4 300 salariés. Cela s'est fait sans plan social, par le non-remplacement des départs en retraite, par le licenciement pour inaptitude de travailleurs abîmés par l'exploitation et aussi par une politique de sanctions à tous les niveaux conduisant à des licenciements et à des démissions.

Les patrons font payer les travailleurs pour faire face aux contradictions et aux absurdités de leur propre système, dont il faut se débarrasser.

**Correspondant LO**

## NTN-Europe - Annecy: non au licenciement d'un militant!

Un rassemblement s'est tenu mercredi 19 juillet devant l'usine NTN-Europe (ex-SNR) d'Argonay, près d'Annecy, pour soutenir Jacques Mattei, délégué CGT bien connu de l'entreprise, qui était convoqué à un entretien disciplinaire avec menace de licenciement.

NTN, un des leaders mondiaux des roulements, compte environ 2 300 salariés sur le bassin annécien. Ce militant y est en mise à pied conservatoire depuis vendredi 7 juillet, après avoir été accusé par la direction d'avoir exercé des pressions sur des salariés de l'entreprise. Un comble! En réalité, il avait été sollicité quelques jours avant par un salarié, lui-même sous le coup d'une procédure de licenciement, pour l'assister. Dans le cadre de son mandat de délégué, Jacques avait tenté d'en savoir un peu plus et posé les questions nécessaires pour connaître la vérité. C'est à ce moment qu'il avait été interpellé de façon agressive par un chef.

La direction a monté grossièrement en épingle cet épisode, car elle veut s'en prendre à un délégué actif dans son secteur pour intimider, à travers lui, tous les

travailleurs. Ceux-ci n'ont pas été dupes de la manœuvre et, rapidement, la riposte s'est organisée, avec diffusion de tracts et pétitions: plus de 350 signatures ont été recueillies en quelques jours. Dans cette entreprise, c'est en effet essentiellement autour de militants comme Jacques que se retrouvent et se mobilisent ces dernières années les travailleurs qui refusent de se laisser faire: refus des samedis obligatoires, de la flexibilité et des salaires notoirement trop bas. On l'a encore vu récemment dans la contestation de la réforme des retraites. Et c'est bien cette contestation que la direction voudrait voir disparaître.

La participation au rassemblement de soutien du mercredi 19 juillet de délégations d'autres entreprises de l'agglomération, ainsi que de l'UL et de l'UD-CGT, témoigne également de l'émotion et de

la colère que suscite cette tentative de licenciement.

Voulant faire vite, pour profiter de la stupeur et de l'arrivée des vacances, la direction avait convoqué un CSE extraordinaire 48 heures après l'entretien préalable à licenciement, malgré le dialogue social de qualité qu'elle prétend promouvoir dans l'entreprise. C'est sans doute pour illustrer sa conception du dialogue qu'elle avait aussi convoqué un huissier le mercredi devant les portes du site d'Argonay! Au cours du CSE extraordinaire, sept élus sur seize ont apporté malgré tout leur soutien à la direction, en approuvant la procédure de licenciement engagée. Ce vote est insuffisant pour que la direction se prévale de l'accord du CSE mais, celui-ci n'étant que consultatif, elle fera tout pour avoir gain de cause auprès de l'Inspection du travail puis, au besoin, du ministère du Travail.

La riposte ne fait donc que s'engager. Il dépendra de la mobilisation des travailleurs et des militants que le combat soit victorieux.

**Correspondant LO**



Rassemblement, le 19 juillet, contre le licenciement de Jacques Mattei.

## SNCF Île-de-France: plus de voyageurs, moins de personnel

La direction de la SNCF affiche fièrement le fait d'avoir vendu 10% de billets en plus sur un an. Combien d'embauches pour gérer cet afflux de voyageurs? C'est peanuts ou pas loin, constatent les salariés.

Du coup, aux ateliers de maintenance de TGV du Landy, les rames arrivent souvent avec du retard et doivent repartir très vite. Pas le temps de dire ouf et surtout pas le temps de faire l'entretien nécessaire. Les salariés n'ont que deux bras et à l'impossible nul n'est tenu. Les usagers constatent souvent que la maintenance n'est pas au top, mais la seule responsable est la direction!

À côté de cela, le prix des billets TGV atteint des sommets à la veille des départs. Pour ceux qui ne peuvent pas payer ces tarifs, il reste la route, avec notamment Blablacar, dont la SNCF est actionnaire. Celle-ci va aussi augmenter de 10 euros les prix plafonnés par la carte Avantage, un abonnement détenu par 4,5 millions de

personnes. Pour justifier la hausse, elle invoque l'inflation, mais l'Insee a calculé que ses prix ont déjà augmenté de 8% en un an, et 15% l'année passée. Pour la direction de la SNCF, c'est plutôt le baratin qui roule à grande vitesse et, en guise de service public, elle est surtout un service qui fait les poches du public.

Pourtant, partout en Europe, les discours des dirigeants politiques prétendent favoriser le ferroviaire face aux enjeux climatiques. Mais ces prix élevés rendent le train inaccessible à de nombreux usagers.

Les bénéfices priment sur tout le reste et les discours sur l'urgence climatique... ne sont que des discours!

**Correspondant LO**

# ADPA - Grenoble : l'aide à domicile en danger

L'ADPA (Association d'aide à domicile des personnes âgées et en situation de handicap) grenobloise a été placée en redressement judiciaire début juin.

Mercredi 19 juillet, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le conseil départemental à l'appel de l'intersyndicale, pour protester contre la menace de fermeture et les mauvaises conditions de travail. En tout, 526 salariés, dont environ 300 aides à domicile, risquent le chômage et 2 500 bénéficiaires sont menacés de perdre leur aide et leurs soins quotidiens !

Une conférence de presse avait été organisée en juin : les témoignages sur la qualité des interventions des

équipes de l'ADPA s'y étaient succédés, une femme racontant notamment combien elles étaient bénéfiques pour sa mère de 101 ans. Elle parlait de « ces employées de l'ombre qu'on ne remarque pas et qui sont peu payées » mais qui sont tout particulièrement « dévouées, patientes, aimantes... », alors que les familles sont peu armées pour prendre en charge leurs parents. « On ne vous remerciera jamais assez », concluait-elle.

Des aides à domicile ont expliqué les difficultés

de leur travail, sans cesse confrontées à la dépression, à la détresse de gens seuls, à la misère, alors que les retraites moyennes des personnes prises en charge sont de 780 euros. Sans elles, « qui va venir, qui va rassurer, qui va soigner ? », demandaient-elles.

La direction annonce 4 millions de déficit, et explique les difficultés par la baisse de l'activité du fait du Covid, le sous-financement des pouvoirs publics et les difficultés de recrutement.

Comment s'en étonner ? L'absence de reconnaissance, les salaires minables et les conditions de travail de plus en plus difficiles



découragent et révoltent. Les salaires sont au minimum, avec des horaires décousus sept jours sur sept. La plupart des aides à domicile sont à temps partiel, un temps complet étant impossible à tenir physiquement.

Le conseil départemental, financeur à 85 %, refuse le prêt demandé pour

redresser l'ADPA, arguant que l'argent versé dans le passé a été mal utilisé. De plus, il doit de l'argent (1,2 million), qu'il ne veut pas verser, et l'Agence régionale de santé, financeur à 15 %, est aux abonnés absents. Quant à l'État, qui prône le maintien à domicile des aînés, il reste muet.

Tous craignent la reprise par un groupe privé du style Korian, qui transformerait cette association en entreprise où les profits seraient la priorité. Le personnel a aussi en tête les 2,9 milliards de subventions récemment versés par l'État à STMicroelectronics, entreprise de l'agglomération grenobloise, pour qui l'argent coule à flots. Quand il s'agit de l'aide aux anciens ou aux handicapés, surtout aux plus pauvres de ces catégories, il n'y a plus personne. C'est ignoble !

Correspondant LO

## DIM - Autun : relocalisation et licenciements

Les médias se sont félicités du rapatriement, voire de la relocalisation par le groupe DIM de sa production de collants vers le site historique d'Autun, en Saône-et-Loire.

À Autun, la direction prévoit de faire passer la production de 60 à 80 millions de paires de collants environ, contre 50 il y a dix ans. Mais, alors que l'effectif a fondu dans le même temps de 1 000 à 700 travailleurs, elle prévoit

zéro recrutement.

Jusqu'à-là, cette production - d'ailleurs destinée à la marque Nur Die, surtout vendue en Allemagne - était réalisée à Schongau, en Bavière. La centaine de travailleurs de cette usine ont appris brutalement

début mai qu'elle était mise en faillite et elle est maintenant fermée. Pour eux, c'est la fin de la production d'une usine vieille de 140 ans et, pour beaucoup qui ont passé la cinquantaine, la crainte de ne pas retrouver de travail.

Que ce soit en France, en Allemagne ou ailleurs, tous ont besoin d'un travail et d'un salaire qui permettent de vivre

dignement. Avec cette décision, certains risquent d'être surchargés de travail d'un côté, pendant que d'autres pointeront au chômage de l'autre. Qu'il y ait une frontière entre les deux bouts de cette chaîne et que l'on parle d'une mesure de relocalisation ne rend pas la dictature du profit plus acceptable pour les travailleurs.

Lucas Pizet

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org  
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

# Indopacifique : l'impérialisme français manœuvre

Le 24 juillet, Macron a atterri en Nouvelle-Calédonie, première étape d'une tournée qui devait l'emmenner au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une tournée qualifiée d'historique dans cette région du monde appelée maintenant Indopacifique.

La présence dans cette région est devenue une priorité stratégique de l'État français. Alors que la tension monte entre les États-Unis et la Chine, que les uns et les autres cherchent à enrôler les pays de la région dans des alliances économiques et militaires, l'impérialisme de second rang qu'est la France veut pouvoir jouer son propre jeu. En s'appuyant sur ses colonies du Pacifique, en particulier la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie, il se présente comme un acteur régional et une « puissance d'équilibre », à distance des États-Unis et de la Chine.

Cette posture lui permet d'avoir l'oreille de certains

États, comme l'Inde et l'Indonésie, qui ne veulent pas apparaître comme trop inféodés aux États-Unis, ce qui met les Dassault et autres Thales en bonne position pour vendre leurs armes. Ainsi Macron a reçu à l'Élysée le 14 juillet le président indien Modi au moment où son pays annonçait l'achat de 26 Rafale. De son côté, l'Indonésie a acheté en 2022 des Mirage d'occasion, tout en s'engageant pour 42 Rafale. Au-delà des ventes d'armes, la possession de ces territoires d'Outre-mer permet à la France de s'intégrer à différents traités et forums du Pacifique, et d'obliger les États-Unis à lui faire une petite place

dans leurs manœuvres militaires et diplomatiques.

La Nouvelle-Calédonie est donc pour l'impérialisme français une pièce majeure. Outre les abondantes réserves de nickel et sa vaste zone maritime, elle abrite une base militaire sur la route commerciale à destination de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, d'où partent les navires et avions militaires qui participent aux opérations conjointes avec les États-Unis. Ainsi celles du 19 juillet sur l'île de Guam, baptisées Elephant Walk, ont rassemblé États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Japon et France.

Il n'est donc pas dans les intentions de l'État français de relâcher ses liens avec ce qui lui reste de colonies. La présence de Sonia Backès, anti-indépendantiste caldoche, présidente de la province



MINISTÈRE DES ARMÉES

Exercice militaire en Nouvelle-Calédonie.

Sud, la plus riche de l'archipel, au gouvernement de Macron comme secrétaire d'État à la Citoyenneté, est plus qu'un symbole. Mardi 25 juillet, plusieurs dizaines de militants kanaks se sont rassemblés pour dénoncer la colonisation de leur archipel et s'opposer à la modification du corps électoral, qui donnerait encore plus de poids aux Caldoches, les colons

et descendants de colons de métropole.

Après avoir reçu les uns et les autres et leur avoir fait moult promesses, Macron s'envolera vers le Vanuatu, un archipel devenu un enjeu entre États-Unis et Chine, où celle-ci construit de nombreuses infrastructures. Pour riposter, les États-Unis ont annoncé début avril l'ouverture d'une ambassade. Tout le Pacifique Sud est devenu le théâtre de cette rivalité croissante. En 2022, le ministre chinois des Affaires étrangères y a fait une tournée, proposant aux États insulaires des millions de dollars d'aides, un projet d'accord de libre-échange, des pactes de sécurité, comme celui passé avec les îles Salomon. Les États-Unis quant à eux rouvrent des ambassades et négocient des accords militaires.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, ancienne colonie australienne, pays parmi les plus pauvres du monde, était la dernière étape de Macron. En même temps, le secrétaire d'État américain devait se rendre aux Tonga voisines. Le Pacifique est un nouvel enjeu pour les pays impérialistes. L'impérialisme français veut être de la partie.

Serge Benham



## Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière poursuivent leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à fin août. Voici les prochaines étapes.

**Bassin minier Lensois**  
Jeudi 27 juillet : Avion  
Vendredi 28 juillet : Hénin-Beaumont  
Samedi 29 juillet : Douai

**Nord**  
Jeudi 27 juillet : Denain  
Vendredi 28 juillet : Maubeuge  
Samedi 29 juillet : Valenciennes

**Saône-et-Loire**  
Jeudi 27 juillet : Autun  
Vendredi 28 juillet : Chalon-sur-Saône  
Samedi 29 juillet : Chalon-sur-Saône

**Yvelines – Eure Eure-et-Loir**  
Jeudi 27 juillet : Dreux  
Vendredi 28 juillet : Chartres

Samedi 29 juillet : Lucé

**Côte d'Opale**  
Lundi 31 juillet : Calais  
Mardi 1<sup>er</sup> août : Saint-Omer  
Mercredi 2 août : Dunkerque  
Jeudi 3 août : Saint-Omer/  
Boulogne-sur-Mer  
Vendredi 4 août : Boulogne-sur-Mer  
Samedi 5 août : Calais

**Côtes-d'Armor**  
Lundi 31 juillet : Lamballe  
Mardi 1<sup>er</sup> août : Paimpol  
Mercredi 2 août : Saint-Brieuc  
Jeudi 3 août : Lannion  
Vendredi 4 août : Guingamp  
Samedi 5 août : Saint-Brieuc

**Jura**  
Lundi 31 juillet : Dole  
Mardi 1<sup>er</sup> août : Dole

Mercredi 2 août : Lons-le-Saunier  
Jeudi 3 août : Lons-le-Saunier  
Vendredi 4 août : Louhans  
Samedi 5 août : Louhans

**Nouvelle-Aquitaine**  
Lundi 31 juillet : Libourne  
Mardi 1<sup>er</sup> août : Libourne  
Mercredi 2 août : Angoulême  
Jeudi 3 août : Lormont  
Vendredi 4 août : Langon  
Samedi 5 août : Lormont